

# Les Echos.fr

## Collectivités : un appel à réformer le statut des agents.

### Une enquête montre que les dirigeants de collectivité réclament bien plus de souplesse de gestion.

Une enquête de l'Association des directeurs généraux des communautés de France (ADGCF) publiée jeudi montre que ces dirigeants de collectivités locales réclament à 65 % une modernisation du statut de leurs agents et à 27 % une profonde réforme. Seuls 3 % se prononcent en faveur de la disparition du statut.

Trois quarts des directeurs généraux des services (DGS) déplorent l'égalitarisme et l'uniformisation qu'entraîne le statut dans la gestion des effectifs, ses freins à la mobilité ou la rigidité de la grille. Pour 57 % d'entre eux, il complique la mise en place d'une gestion prévisionnelle. Quelques paradoxes témoignent toutefois de la diversité des situations des DGS. Si les trois quarts regrettent des difficultés à mettre en oeuvre des gratifications au mérite, 55 % trouvent que le statut offre des possibilités dans ce domaine. « *Les nouveaux régimes indemnitaires facilitent les gratifications, mais tous ne s'en sont pas encore saisis* », explique Pascal Fortoul, président de l'ADGCF.

Son enquête montre à contrario le très fort attachement des DGS au statut, dans ses principes. Plus des trois quarts jugent qu'en pratique il permet une neutralité, une continuité du service public. « *Il faut un cadre pour l'emploi et je connais bien des conventions collectives beaucoup plus contraignantes dans le privé, en particulier sur les rémunérations* », affirme Pascal Fortoul.

En congrès à Strasbourg cette semaine, les DGS ont rappelé une revendication plus forte encore : que les élus locaux leur laissent être les vrais patrons des administrations locales. Seuls 35 % jugent que, en pratique, le statut permet de protéger les agents contre les pressions politiques. Une moitié dénoncent même les décisions arbitraires qu'imposent les élus locaux.

Dans quelques semaines, l'association fera des propositions de réformes, avec en ligne de mire la volonté de certains candidats de la primaire à droite d'éteindre le statut ou de le contourner par l'emploi privé. Parmi les pistes testées, les DGS plaident à 93 % pour davantage conditionner les rémunérations au poste occupé. 89 % veulent faciliter les mobilités entre public et privé. Ils sont à 81 % pour une diversification des modes de recrutement et même à 56 % pour une fusion des trois fonctions publiques. Une majorité soutient aussi la nécessité de remettre en question la « *pratique de l'emploi à vie* ».

Par Matthieu Quiret